



COMMUNIQUE DE SOUTIEN AU MOUVEMENT LYCEEN DU LYCEE GUY-MOLLET

Depuis deux semaines, et comme partout en France, des lycéens et lycéennes de notre établissement se battent contre les réformes en cours dans l'Éducation nationale.

Nous souhaitons tout d'abord réaffirmer notre soutien à leur mouvement et rappeler que nous partageons leurs revendications, à savoir :

- L'abandon de la sélection à l'université (Parcoursup)
- Le retrait de la réforme du lycée qui renforcera les inégalités sociales, aboutira à une orientation des élèves de plus en plus tôt et dégradera les conditions d'enseignement en lycée
- L'abandon de la réforme du bac, qui dévalorise les options et met fin au principe du diplôme national pour aboutir à un diplôme local donc de valeur inégale selon les dotations accordées à chaque établissement
- La défense d'un service public de l'enseignement supérieur qui reste abordable pour tous, y compris pour les étudiants étrangers

Par ailleurs, nous tenons à féliciter les lycéens et lycéennes pour l'exemplarité de leur mobilisation car depuis quinze jours :

- Ils se font entendre, discutent avec leurs camarades, les informent sur les dangers de ces réformes ;
- Passent dans les salles de classes ;
- Publient des tracts ;
- Remettent leurs revendications auprès de l'Inspection d'Académie ;
- Manifestent dans les rues d'Arras ;
- Mettent en place des barrages filtrants.

Et tout ceci sans la moindre dégradation ni la moindre violence.

Leur comportement est d'autant plus exemplaire que le contexte sécuritaire actuel est utilisé par le gouvernement pour restreindre l'expression de leur mécontentement. Nous jugeons totalement disproportionné le dispositif policier auquel nos élèves ont été confrontés, avec comme principal objectif celui de disperser les élèves mobilisés et de mettre fin à la contestation. Enfin, nous condamnons les tentatives d'intimidation mais aussi les provocations des forces de l'ordre à l'encontre des jeunes qui ont conduit à quatre interpellations pour des motifs complètement dérisoires. L'utilisation des forces de l'ordre ne constitue pas une réponse acceptable aux interrogations et aux revendications des élèves, de leurs familles et des enseignants.

Enseignants et enseignantes, nous ne pouvons pas rester passifs et spectateurs quand les lycéens et lycéennes se mobilisent pour faire reculer des réformes qui dégraderont considérablement nos conditions de travail, donc d'enseignement. Nous appelons à la tenue d'une assemblée générale des personnels et des lycéens et lycéennes dès la semaine de la rentrée pour débattre des modalités de la résistance contre ces réformes profondément injustes.

